

27 septembre 2021 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À L'OCCASION DE LA CÉRÉMONIE D'INSTALLATION DE L'ACADÉMIE DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ À LYON

Monsieur le Directeur général de l'OMS, cher Docteur Tedros,
Madame la Secrétaire Général de l'Organisation internationale de la Francophonie, chère Louise,
Madame la Secrétaire générale du Commonwealth,
Madame et Monsieur les Ministres, Monsieur le Maire,
Monsieur le Président du Conseil régional,
Monsieur le Président de la Métropole,
Mesdames et Messieurs les parlementaires français et européens, Mesdames et Messieurs les élus,
Monsieur le Préfet de Région,
Mesdames et Messieurs les ambassadeurs et ambassadrices,
Madame la directrice de l'Académie,
Mesdames et Messieurs, chers amis,

J'ai le sentiment que vous commencez à avoir une idée claire de cette académie et étant conscient d'être le dernier à parler, je vais tacher à mon tour de remercier qui de droit, mais de dire peut-être quelques mots sur l'Académie et l'importance qu'elle revêt pour nous collectivement, de dire quelques mots de la pandémie que nous sommes en train de vivre et de ce qu'elle nous a appris. A quoi cette académie contribuera aussi, c'est-à-dire les éléments de solidarité et enfin, quelques mots sur notre stratégie de santé mondiale en soutien de celle de l'OMS évidemment, et en tant que membre.

Monsieur le directeur général, vous avez tous dévoilé des conditions qui ont présidé à la fois à l'annonce, la décision et aujourd'hui donc, à cette cérémonie d'installation. Alors, il y a eu l'idée, notre première discussion, et c'est à moi de vous remercier et de remercier avec vous l'ensemble des équipes de l'Organisation mondiale de la santé, de remercier aussi l'ensemble des équipes diplomatiques françaises. Vous avez eu l'amitié de citer nos ambassadrices et ambassadeurs et je veux ici les remercier, qui auprès de l'OMS dans leur mission pour la santé ou à la représentation permanente à Genève ont joué un rôle décisif. Je veux aussi remercier professeur Agnès BUZYN qui a ensuite accepté de prendre le flambeau et nous a expliqué tout à l'heure le travail qui a été le sien et les perspectives qui sont aujourd'hui les nôtres. Donc, merci pour cela à vous, vos équipes, et l'ensemble des équipes diplomatiques ici présentes. Je vais ensuite remercier les élus parce que ceci n'aurait pas été possible sans que la ville, la métropole et le conseil régional ne se saisissent de ce sujet avec l'engagement que nous avons vu tout à l'heure. Georges KÉPÉNÉKIAN a été cité à plusieurs reprises, mais c'est normal, il était alors maire, il était aussi médecin, et nous savons son engagement sur ces sujets. Je veux vraiment remercier Georges pour y avoir cru, l'avoir porté et avoir permis avec son successeur, avec le président de la métropole et président du conseil régional, d'avoir justement formé cette équipe et d'avoir décidé d'investir. Et Monsieur le président du conseil régional, vous avez en effet indiqué l'engagement de votre conseil de la région, le choix qui a été fait et qui est très fort et je vous en remercie parce que c'est ce qui nous a permis d'avoir, si je puis dire, un objet concret derrière ce qui était une idée qui continuait de prospérer. Je veux aussi remercier le préfet de région, Pascal MAILHOS, qui a œuvré pour que l'ensemble, justement, des parties prenantes puisse avancer et qui en lien avec les trois ministres ici présents et leurs équipes, merci infiniment de tout ce travail, avec les élus locaux a permis de faire advenir tout cela.

Puis, quand on parle de Lyon, on parle d'un esprit unique de coopération entre la partie publique et la partie privée - ce qui, trop longtemps en France a été opposé - sont depuis bien longtemps, à Lyon, réunis. Et cela a été évoqué, mais les entrepreneurs lyonnais y ont tôt cru. Et en particulier, je veux vraiment remercier Alain MÉRIEUX pour son engagement, son travail. Il s'inscrit dans une lignée auguste, mais il a, à plusieurs reprises dans notre histoire, montré qu'il savait voir loin quand il fallait développer de nouveaux partenariats internationaux, il était là. Lorsqu'il fallait avancer sur beaucoup de sujets, il était là. Et avec l'ensemble de l'entreprise, son fils, ils ont su mobiliser très fortement leur entreprise, les mécènes. Et donc, je veux remercier l'ensemble des mécènes qui s'engagent : Sanofi, cher Serge qui s'engage très fortement et merci beaucoup,

l'Institut Merieux, Boehringer, Total, la Compagnie nationale du Rhône, JCDécaux, et Olivier GINON, April qui me l'a confirmé tout à l'heure, qui donc vont s'engager aux côtés des collectivités. Je sais que plusieurs entreprises ici présentes y réfléchissent sérieusement. Et j'espère très fortement qu'elles seront aux côtés de ce projet d'académie pour pouvoir nous permettre d'aller plus loin. Je veux remercier Gérard MESTRALLET, qui a aussi, auprès du ministre, œuvré pour mobiliser l'ensemble de l'écosystème privé national et qui va continuer dans les semaines et les mois qui viennent sur la base de cet événement d'œuvrer, dans cette direction.

Cette académie, ça a été dit, va jouer un rôle extrêmement important dans le cadre de la stratégie de l'OMS, je ne reviens pas sur les chiffres qui ont été donnés, mais va jouer aussi un rôle important pour nous, c'est-à-dire pour la stratégie que nous voulons mener en termes de recherche, de politique de santé et de solidarité en la matière. Plusieurs l'ont évoqué avant moi, cette académie va donc former, pas simplement des soignants, mais aussi des cadres de santé, tout un écosystème. Et elle est un relai extrêmement important de la stratégie dans laquelle nous croyons et que nous sommes en train de déployer au niveau national. Celle qui a conduit à mettre en place le Ségur de la santé avec un investissement inédit de plus de 8 milliards d'euros par an. Celle qui a conduit à mettre en place une loi de programmation pour la recherche, avec les organismes ici présents. Les universités ont elles aussi mis en place une stratégie de plus de 25 milliards d'euros supplémentaires de stratégies de financement. Et ce que nous avons annoncé il y a quelques mois - une stratégie Innovation santé 2030 qui va sur justement les prochaines années, mettre 7,5 milliards d'euros sur les sujets d'innovation et d'innovation de rupture en matière de santé - cette académie, elle, vient s'inscrire pleinement dans cette stratégie.

Et en effet, il est important que la ville, la métropole, la région, la France entière puisse déployer toutes les synergies qui permettront d'aller plus loin grâce à celle-ci. D'abord, en développant autour du pôle lyonnais qui a déjà cette force, et de l'Académie, plusieurs centres d'excellence - ça a été évoqué et j'y souscris pleinement - en matière de, contre les maladies infectieuses et en matière d'innovation de rupture sur ces sujets. Et donc l'université, les organismes de recherche ici présents, les acteurs des secteurs privés qui ont décidé aussi de réinvestir dans la région - j'étais il y a quelques mois, parmi vous, pour innover justement certains centres d'excellence et de relocalisation - vont faire encore plus du pôle qui est le vôtre, un mall d'innovation et de production, d'une part, dans la lutte contre les maladies infectieuses, d'autre part, dans le suivi, mais aussi dans la relocalisation de notre production pharmaceutique. Et l'idée est aussi de faire de la région un pôle développant toutes les synergies avec les autres secteurs qui va nous permettre d'avoir du développement et de la production sur les innovations de rupture sur lesquelles la France a parfois été décalée, en particulier pour les vaccins, en particulier pour l'ARN Messenger.

Ensuite, et c'est le deuxième élément sur lequel je voulais insister qui s'inscrit dans cette stratégie nationale et européenne autour de l'Académie, nous allons pouvoir créer véritablement un mall de formation pour l'ensemble des professionnels de santé. Il y a évidemment, tout ce qui sera fait dans le cadre et avec l'Organisation mondiale de la santé, il y a ce que nous voulons faire pour nous-mêmes, secteurs publics comme secteurs privés, pour former en formation initiale tout au long de la vie de nos professionnels de santé, nos cadres de santé et nos professions du médico-social. Nous avons des besoins qui sont aujourd'hui immenses. Nous avons des besoins de formation dans ces domaines et de requalification de ces professions, ce qui est au cœur là aussi de la stratégie du Ségur et de la requalification de beaucoup de métiers du médico-social. Et nous avons besoin, là aussi, de développer des pôles de formation, formation initiale et formation tout au long de la vie.

Autour de cette académie, il y a une opportunité unique pour pouvoir là aussi développer une formation, pas simplement pour la région, mais pour la France entière, et pour avoir un de ces centres d'excellence qui nous permettra d'avoir pour ces professionnels de santé une formation qui viendra s'inscrire dans des formations nationales en lien d'ailleurs avec nos universités, mais aussi dans les formations internationales auxquelles permet d'accéder l'OMS.

Et puis enfin, nous allons pouvoir faire du site France, si je puis dire, un lieu aussi de formation en santé dans le monde de la francophonie, chère Louise. Et je pense que c'est un levier absolument extraordinaire de ce que nous voulons faire, et merci de l'engagement qui est le tien, pour développer encore la francophonie. Dans le cadre du partenariat que nous voulons refonder avec le continent africain, l'idée d'avoir ici un pôle de formation, physique, mais aussi numérique, sera un relai formidable pour ce qu'ont commencé à faire là aussi nos universités et nos organismes de recherche, pour aider à former tout au long, au sein du continent africain, des professionnels de santé et des cadres de santé. C'est indispensable et j'y reviendrai dans un instant si nous voulons réussir une vraie stratégie de solidarité en termes de santé à l'international. Et donc nous pourrions ici développer ce qui est une stratégie pour la francophonie, mais aussi une stratégie de formation française.

Vous l'avez compris, c'était en effet un rêve fou. Collectivement, vous êtes en train de lui permettre d'advenir. Mais c'est une réalisation concrète qui, au-delà de ce qu'elle apporte et de ce qu'elle contribue dans le projet de l'Organisation mondiale de la santé, va permettre de démultiplier les efforts de la France en la matière, mais aussi en termes de recherche, en termes de formation et en termes de formation à l'international et vers le continent africain. va nous permettre d'aller beaucoup plus loin et beaucoup plus fort.

Le troisième élément sur lequel je souhaitais revenir, c'est celui justement de notre stratégie de solidarité en matière de santé dans le cadre de la pandémie. Et cette académie s'inscrit pleinement dans cet objectif. En effet, nous avons depuis 18 mois tous lutté ardemment contre ce virus qui vient après beaucoup d'autres et qui, si je puis dire, est presque le quotidien pour l'Organisation mondiale de la santé et pour plusieurs d'entre vous qui vous battez pour la vaccination à travers le monde ou pour le soin à travers le monde. Mais c'est vrai que depuis le printemps 2020, nos concitoyens ont vécu dans leur chair et dans leur vie les conséquences de cette épidémie qui continue à frapper encore plus cruellement que le nôtre, beaucoup d'autres continents.

Je ne reviendrai pas ici sur ce que le docteur Tedros a dit sur ce que nous avons fait mais je veux ici vous livrer quelques convictions complémentaires sur ce que nous avons fait et qui est à mes yeux absolument essentiel pour que nous apprenions en quelque sorte de la crise. D'abord, on ne sort pas d'une crise et d'une pandémie mondiale sans solidarité. Cette crise a été un levier d'innovation formidable. Jamais l'humanité n'avait fait en moins d'un an un vaccin pour l'homme, jamais. Elle a été un formidable levier pour beaucoup d'entreprises, de création de richesses, de valeurs, d'emplois aussi. Et elle a été un défi pour nous tous d'organisation de campagnes de vaccination, et nous sommes en train de le réussir.

C'est un formidable acquis. Mais nous serions myopes ou inconscients de considérer que la bataille est ainsi gagnée. Ce que nous enseigne cette crise aussi, c'est qu'on ne sort pas d'une pandémie mondiale s'il n'y a pas une stratégie mondiale. Et c'est ce que l'OMS prône depuis plusieurs mois en termes de vaccination et c'est que nous ne devons pas oublier au moment où nous nous parlons. La France a fait partie en effet des États membres qui ont beaucoup poussé pour la création d'ACT Accelerator, comme l'a rappelé le Directeur général. C'est ce qui nous a permis de déployer une stratégie de diagnostics, de soins, mais aussi de déploiement de la vaccination avec l'initiative Covax. Je remercie notre députée européenne d'avoir accepté de prendre des responsabilités dans le cadre d'ACT-A et d'avancer.

La France a annoncé il y a quelques jours le fait que nous allions doubler notre don de vaccins : 120 millions de doses seront données, c'est-à-dire plus que ce que nous avons déployé sur notre sol aujourd'hui. Et ce à court terme, pas dans les années qui viennent, parce que la bataille c'est maintenant.

Mais ce que nous avons appris, c'est que, cette stratégie, elle a besoin de quelques éléments simples pour être complétée. D'abord, nous devons être clairs, ça ne peut pas être simplement du don de doses. Ça doit être du don de doses à court terme mais, d'une part, il faut plus de transparence, et c'est là où l'Organisation mondiale de la santé a un rôle clé. ACT-A joue un rôle essentiel et je veux ici remercier aussi Gavi, le Fonds mondial, l'Unicef, Unitaïd - chère Marisol - le Wellcome Trust qui, sous l'égide de l'OMS, avec les partenaires, avancent. Mais on a besoin sur ces sujets de mettre beaucoup plus de transparence. Sinon, on s'échange des milliards, des nombres de doses absolument faramineux, et quand on le compare à ce qui arrive sur le terrain, c'est incompréhensible pour les citoyens de ces pays. De la transparence, de la responsabilité et du suivi. Sous l'égide de l'OMS, nous plaçons pour aller beaucoup plus loin en la matière.

C'est absolument essentiel et c'est pourquoi la France, lors du prochain G20, plaidera pour avoir véritablement un code de conduite qui soit mis sur la table et vienne soutenir l'action de l'OMS, code de conduite qui reprenne les principes clés avec un objectif : l'efficacité de la sécurité sanitaire et une boussole, l'équité, mais qui doit nous dire très clairement la transparence sur les conditions d'achat en cas de précommandes, sur les volumes, sur les conditions de livraison, sur les conditions tarifaires. Parce qu'aujourd'hui, ma conviction, c'est qu'on fait beaucoup de promesses, mais les milliards que l'on met sur la table sont parfois très tardifs. Personne ne sait à combien les doses sont achetées aux laboratoires pharmaceutiques. Et donc je pense qu'il y a aujourd'hui du profit qui est fait au nom de la solidarité et que ce ne sont pas les valeurs que nous portons. Un discours de vérité s'impose, sous supervision internationale, en confortant le rôle de l'OMS, mais avec des États membres qui s'engagent sur un code de conduite clair. C'est indispensable.

La deuxième chose si on veut avancer, c'est évidemment de compléter cela par ce que la présidence italienne propose dans le cadre du G20 : une discussion politique qui soit menée. J'y reviendrai.

Ensuite, à côté de la transparence, c'est le transfert de technologie. J'invite toutes les entreprises pharmaceutiques qui sont ici présentes et qui font, je le sais, déjà beaucoup, et sont historiquement présentes sur le continent africain par leurs entreprises ou leurs fondations, à nous aider à faire encore davantage en termes de transfert de technologie.

Quand il y a une crise, les égoïsmes renaissent. Et quand les vaccins ne sont pas faits sur place, ils arrivent tardivement sur place, soyons clairs. Malgré toute la bonne volonté du monde. Je veux ici célébrer l'Europe dans cette ville, cette région si européenne. L'Europe, on ne le dit pas assez, est le seul endroit du monde où nous avons exporté 50% des vaccins que nous avons produits. Il n'y a pas un autre endroit où ça a été le cas. Nos amis américains ont mis des interdictions d'export partout et parfois bloqué de la production ailleurs. Ils ont donné des doses depuis cet été ; ils n'ont pas exporté de dose pendant le pic de la crise. Au moment même

où nous étions en train de nous battre pour accélérer chez nous, on avait déjà exporté la moitié des doses produites. En février, en mars, c'était déjà le cas. Ni les Etats-Unis, ni la Chine, ni les pays du Proche et Moyen-Orient, nulle part ailleurs il n'y a eu une telle politique assumée. Je pense que nous pouvons et nous devons en être fiers. Il n'y a pas eu de restriction à l'export. Il n'y a jamais eu de blocage.

Mais à côté de cela, nous devons développer la production de vaccin dans les pays à revenu intermédiaire et en particulier les pays d'Afrique. Aujourd'hui, l'Afrique a vacciné 3 à 4 % de sa population. La difficulté, c'est que les vaccins ont mis du temps à être acheminés parce qu'ils étaient produits chez nous où nous en avons davantage besoin. A un moment donné en Inde, qui a été bloquée sur sa production par les interdictions d'export, et qui ensuite a dû faire face à sa propre crise. L'Afrique, c'est 20 % des besoins de vaccins mondiaux, c'est 1 % de la production. Il n'y a aucune fatalité à cela. Nous devons nous engager massivement pour développer davantage des entreprises, pas simplement d'assemblage, de fill and finish, mais véritablement de production sur le continent africain. Plusieurs pays sont candidats. Nous souhaitons avec l'OMS développer cette stratégie. C'est absolument essentiel. Et c'est bon pour nous. C'est cette coopération qui est gagnante-gagnante et qui est plus juste. Le transfert de technologie est absolument indispensable.

Troisième élément sur la politique de solidarité que nous a enseigné le Covid, c'est qu'il nous faut en effet, et c'est le lien avec cette académie, former et continuer de soutenir les systèmes de santé primaires. Le Président du Conseil régional a rappelé les intuitions de votre père, cher Alain, et le message clair de ce que toutes celles et ceux qui déploient des stratégies de vaccination voient sur le terrain. Il est faux de penser que l'on peut donner des vaccins à un pays, qu'il va s'en débrouiller et déployer une stratégie de vaccination. Ce que nous sommes en train de voir aujourd'hui en Afrique, c'est des pays qui ont reçu des doses et qui n'arrivent pas à déployer leur stratégie de vaccination comme il se doit. Alors nous avons des leviers formidables, l'Unicef en fait partie, et fait un travail extraordinaire en la matière. Et grâce d'ailleurs à ce que le Fonds mondial a déployé avec l'ensemble des parties prenantes et l'Unicef, nous savons qu'on sait déployer des campagnes de vaccination avec des organisations internationales. Je l'évoque, car c'est ici aussi qu'à l'automne 2019, avec plusieurs d'entre vous, nous engagions la France pour faire davantage avec le fameux Fonds mondial. Mais il nous faut former des professionnels de santé dans tous les pays. Il nous faut consolider les systèmes de soins primaires dans tous les pays et il ne faut pas penser que les problèmes de santé disparaîtront avec le Covid-19. C'est faux, au contraire. Et donc la politique de formation et de consolidation des systèmes de santé et l'Académie joueront un rôle clé mais nos politiques d'aide au développement doivent davantage aller dans cette direction. C'est essentiel. Ne perdons pas de vue et ne pensons pas que les milliards ou les doses de vaccins, en quelque sorte, doivent être pris pour solde de tout compte. Ce serait une erreur funeste. C'est d'ailleurs dans cette stratégie que nous avons engagé l'Agence Française de Développement, mais que nous souhaitons faire davantage grâce et par l'Académie.

Enfin, quelques mots sur notre stratégie de santé mondiale. Beaucoup de choses ont été dites là aussi par mes prédécesseurs ici mais, au-delà de la lutte contre la pandémie et les messages que je viens de passer. Cette Académie, en tant qu'elle est au croisement de la santé, de la formation et de l'humain était en effet une intuition qui — nous le voyons tous — ne peut être que confortée par la crise. Mais nous sommes tous et toutes confrontés à un vrai changement de stratégie internationale et la France y apportera sa contribution. D'abord, on ne peut plus penser et organiser la santé et les politiques de santé comme quelque chose qui peut être isolé du reste. La stratégie One Health, que nous avons lancée ensemble en marge du Forum de Paris pour la paix à travers cette initiative internationale est celle qui pose la cohérence d'une approche par la santé humaine, la santé animale et la lutte contre le réchauffement climatique et pour la biodiversité. C'est la conviction, en quelque sorte, que les écosystèmes sont un tout qui tient le vivant à travers à la fois ces synergies et ces interdépendances. Et nos activités qui vont continuer de se faire, continuer de se développer à travers les innovations et les politiques de développement.

Seront intégrées en leur cœur des conséquences que jusqu'à présent, nous ne considérions que comme extérieur au modèle. Et donc, la stratégie One Health, est une vraie révolution de conception, de développement de nos modèles de production, mais d'organisation des coopérations internationales, qui consiste à dire que la lutte contre les épidémies, les zones aussi, les équilibres d'écosystème se tient, et est un même combat. C'est pourquoi nous avons commencé à lancer les premiers programmes de recherche au niveau français et européen en la matière et, qu'au côté du directeur général de l'OMS, nous sommes favorables à cette politique One Health qui a vocation à resynchroniser l'ensemble de nos agendas. Nous ne pourrions pas avoir d'autres stratégies que celles qui intègrent ces révolutions profondes de nos modes de production, mais qui est aussi une source formidable d'innovation, de recherche et de création de valeur ajoutée et d'emplois si nous savons en tirer toutes les conséquences.

Notre stratégie mondiale, ensuite, va reposer sur davantage d'innovation. Tout ce que je viens de vous dire a une résultante. Secteur public comme secteur privé, dans les pays développés comme dans les pays à revenu intermédiaire ou les pays pauvres, devront davantage investir dans leurs stratégies de recherche, d'enseignement et d'innovation en matière de santé. C'est une certitude. Les équations avec lesquelles nous vivions jusqu'alors ne sont plus des équations réalistes. D'abord, parce qu'il y a une accélération des évolutions et des conséquences que nous avons à vivre. Nous aurons des répétitions de crises qui seront mondiales. Et

et des conséquences que nous avons à vivre. Nous aurons des répétitions de crises qui seront mondiales. Et ensuite parce que l'Europe doit se réinscrire dans une compétition internationale. Et il suffit de regarder les montants que nous avons à mettre en termes de recherche, d'innovation et de développement économique et de regarder nos compétiteurs chinois et américains. C'est pourquoi nous avons commencé à réinvestir plusieurs milliards d'euros en matière de recherche, d'innovation, en particulier en santé, je l'évoquais il y a un instant, et c'est pourquoi en Européen en particulier à travers l'agence ERA et la stratégie que nous voulons déployer avec la Commission, nous devons investir beaucoup plus. Dans l'innovation de rupture, dans les grands changements, mais nous devons assumer ces choix.

Troisième élément, tout ça suppose d'avoir une coopération internationale en matière de financement et de santé qui est repensée. C'est la proposition qui est faite par la présidence italienne du G20, sur la base du rapport du Monti, d'avoir un conseil justement plus politique réunissant les compétences en santé comme en finance, pour coordonner les décisions des gouvernements du G20 et assumer ce changement d'échelle et surtout de repenser les coopérations à l'international en la matière. J'y suis favorable parce que nous devons, en termes de finances publiques, en penser les conséquences, convaincre les marchés financiers que nos acteurs privés comme publics, doivent changer d'échelle en la matière, et construire les stratégies de coopération entre grandes puissances en la matière. Des stratégies de coopération qui permettront aux plus pauvres et aux pays à revenu intermédiaire de participer à cette transformation. Mais créer, nous aussi, en tant qu'Européens, la stratégie de souveraineté et d'indépendance qui nous permettra d'y parvenir. Et c'est simple, si nous n'avons pas le bon niveau d'investissements en recherche, développement et innovation, sur l'intelligence artificielle, la médecine individualisée, la médecine préventive et prédictive - et les synergies sont connues par les acteurs auxquels je parle ici aujourd'hui pour reconnaître beaucoup de visages en la matière - mais aussi sur toutes les innovations que nous avons vu commencer à se déployer ces dernières années. Si nous n'investissons pas massivement, secteurs publics et secteurs privés, les innovations se feront ailleurs avec les conséquences que nous avons connues en cas de crise, mais surtout les choix technologiques et les choix en termes de santé publique, de modèle qu'il y a derrière, de modèle de protection des données, de modèle de protection des risques individuels, de modèles de gestion des risques - là où nous avons toujours protégé une socialisation du risque, un respect de la vie privés - se feront dans d'autres continents que le nôtre. Si l'innovation est chinoise ou américaine, l'innovation sera déterminée par un gouvernement à plusieurs milliers de kilomètres qui n'a pas les mêmes valeurs que nous ou par un secteur privé à quelques milliers de kilomètres, qui n'a pas non plus les mêmes convictions et les mêmes valeurs que nous, ni en termes de solidarité, ni en termes de protection des données individuelles. C'est un fait. C'est donc là aussi un devoir politique de l'Europe de contribuer à ce travail et d'être au cœur de cette nouvelle stratégie internationale.

Voilà les quelques mots que je voulais évoquer pour vous dire que cette stratégie, évidemment, l'Organisation Mondiale de la Santé y jouera un rôle essentiel. Et je veux ici vous dire, monsieur le directeur général, que la France se tiendra toujours à vos côtés. Pas simplement à titre personnel, mais à titre institutionnel. Le devoir qui est le nôtre dans la période qui vient est d'une part, de renforcer nos mécanismes d'alerte précoce. C'est une des responsabilités de l'Organisation mondiale de la santé. Nous devons aller plus vite, plus clair et plus fort en cas de crise. Ce qui suppose d'être intransigeant sur la responsabilité de chaque État membre, sur ses responsabilités en termes d'alerte. Aucun État membre de l'Organisation Mondiale de la Santé ne doit être en capacité de dissimuler des informations ou de retarder la transmission de ces informations. C'est un devoir au sein de la Communauté des États membres à cet égard. Troisième point : nous devons protéger l'Organisation Mondiale de la Santé de toute forme d'interférence politique. On parle de science, pas de politique. Et quatrième, nous devons défendre de toutes nos forces au sein de l'Organisation Mondiale de la Santé la protection d'une science libre et ouverte. Ce sont les valeurs auxquelles la France croit, ce sont les valeurs qui ont présidé au multilatéralisme sanitaire et scientifique, ce sont les valeurs que nous ne devons laisser corrompre par quiconque. A cet égard, la France jouera son rôle parce que c'est son histoire, parce que c'est sa vocation.

Voilà, mes chers amis, les quelques mots que je voulais échanger avec vous aujourd'hui, mais surtout vous dire mon immense fierté d'être à vos côtés pour cette cérémonie d'installation. Vous remercier toutes et tous du travail, de l'engagement, de la conviction qui est la vôtre et vous dire que nous serons fiers de continuer à poursuivre ce projet parce qu'il est au cœur de tout ce en quoi nous croyons. Merci beaucoup.

Vive l'OMS, vive la République et vive la France !